



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 105 du 15 septembre 2019

Au sommaire :

- Au cœur des mobilisations comme sur le terrain politique, aider au regroupement pour porter les exigences du monde du travail
- Brexit, coup de force, mascarade parlementaire, une offensive contre les travailleurs et les classes populaires
Yvan Lemaitre

Au cœur des mobilisations comme sur le terrain politique, aider au regroupement pour porter les exigences du monde du travail

La grève de l'écrasante majorité des personnels, techniciens, cadres de la RATP a donné le coup d'envoi des mobilisations contre la casse des retraites et des « régimes spéciaux ». L'annonce, sous la pression des grévistes rassemblés devant le siège de la RATP, de la perspective d'une grève reconductible d'ici décembre, malgré la frilosité, la réticence et les limites que voudraient y mettre les appareils syndicaux, est un point d'appui, un encouragement pour toutes celles et ceux qui veulent se battre et cherchent à dépasser la politique d'émiettement des luttes que mènent les principaux syndicats. Une aspiration également portée par la manifestation de « convergence des colères » des gilets jaunes samedi à Nantes. La journée nationale et interprofessionnelle du 24 appelée initialement par la CGT à laquelle SUD Rail et Solidaires viennent de se joindre en sera une prochaine étape.

En face, patronat et gouvernement ont redoublé leur propagande grossière pour l'« équité », contre « les priviléges »... des régimes spéciaux ! Mais le timing tombe mal alors qu'une succession d'affaires fait la Une, de l'ami intime de Sarkozy, Balkany, enfin sous les verrous, aux Fillon, Le Pen and Co mis en examen pour « détournement d'argent public », et à Ferrand, président de l'Assemblée nationale, protégé de Macron et ancien ministre, resté en poste bien que mis en examen pour « prise illégale d'intérêts »...

Alors oui, il y a un profond sentiment d'injustice, de ras le bol face aux « priviléges » et à l'incurie des classes dominantes et de leurs serviteurs. Et il n'est pas banal que dans les salons dorés de la République, la plupart des députés fassent corps face à la justice défendant, de Mélenchon à Le Pen, la « présomption d'innocence ».

La gauche syndicale et politique atone

Philippe a annoncé des « consultations citoyennes » et un nouveau cycle de négociations avant le vote du Parlement à l'été prochain, évoquant un étalement de l'application de la réforme jusqu'à 2040... Le gouvernement en difficulté cherche à gagner du temps, mais la gauche institutionnelle syndicale et politique est silencieuse, inexistante, sans autres horizon et calendrier que ceux du dialogue social et des élections.

Sur *France Info* vendredi, Martinez expliquait que « pour régler le problème des grèves, il faut discuter, mais discuter de façon ouverte », regrettant de ne pas être reçu par Macron, comme Berger l'a été, « en tête à tête ». Le lendemain, à la fête de l'Huma, il se félicitait de « débattre » doctement avec Delevoye, ministre chargé de liquider le système des retraites, qui a été copieusement chahuté par le public !

A cette même fête, une autre question agitait les représentants de la gauche politique, celle des municipales alors que nombre de collectivités et d'intercommunalités sont dirigées par des majorités « gauche plurielle » autour du PS et de ses divers satellites... Le PCF appelle sans surprise à « l'union dès le 1^{er} tour », espérant sauver quelques uns de ses 800 maires et 7000 élus. « Nous avons la main tendue et le stylo Bic ouvert... » a lancé son secrétaire national Fabien Roussel. Sur le terrain, les manœuvres vont bon train, au milieu des ambitions rivales avec en ligne de mire les prochaines régionales et... 2022. A des années lumière des besoins et préoccupations du monde du travail, de la jeunesse, de tous ceux qui se mobilisent contre la catastrophe sociale, écologique et contestent le capitalisme.

Nous regrouper à la base, au sein des luttes, autour d'un programme pour s'opposer à la politique du gouvernement

Ceux qui espéraient encore reconstruire une gauche « de gauche » en sont pour leurs frais. C'est une perspective bien différente dont ont besoin les militants lutte de classe.

A la base, dans les équipes syndicales, parmi les travailleurs combattifs, la conscience de la nécessité d'une riposte commune du monde du travail s'élargit et se fait entendre. Notre débat à nous se mène là, au sein des mobilisations, autour de quel programme, quelles perspectives pour s'opposer à la politique du gouvernement et des classes dominantes, à ses fondements.

La lutte pour les retraites à la RATP et ailleurs, celle des Urgences en grève depuis 6 mois qui appellent aujourd'hui l'ensemble des hospitaliers à les rejoindre, celles de La Poste, des enseignants, des salariés de l'automobile, etc., ont chacune besoin de prendre la mesure de l'affrontement qu'elles portent en elles, et de la nécessité de regrouper, d'unir les travailleuses et travailleurs en lutte, de penser les différentes grèves et revendications comme partie prenante d'une riposte globale pour imposer de

prendre sur les profits, les dividendes pour satisfaire les besoins collectifs.

Porter la contestation sur le terrain politique, y compris électoral

Porter cette perspective c'est s'emparer de la question politique, ne pas la laisser aux partis institutionnels. Chacune des luttes en cours ou en préparation pose la question de qui dirige et pour quels intérêts, quel contrôle les classes populaires, le monde du travail peuvent avoir sur la marche de la société ? Comment imposer que soient respectés les intérêts collectifs ? La question de quel système de santé, quelle couverture sociale, quelles retraites, la question du climat qui va être au centre des mobilisations des 20 et 21 septembre, portent toutes la nécessité de contester la domination d'une poignée de financiers et de grands actionnaires.

Dans les luttes en cours et en construction, au sein des mobilisations comme dans les élections municipales à venir, nous voulons porter la contestation du monde du travail et de la jeunesse, aider au regroupement de tous ceux qui sont convaincus de la nécessité que les travailleuses et les travailleurs, les jeunes, prennent eux-mêmes leurs affaires en main, en toute indépendance des classes dominantes et de leur personnel politique.

Brexit, coup de force, mascarade parlementaire, une offensive contre les travailleurs et les classes populaires

Boris Johnson a donc demandé à la reine d'user d'une de ses prérogatives fort peu démocratiques pour suspendre le Parlement britannique pour 5 semaines, jusqu'au 14 octobre, le temps pour lui, espère-t-il, d'imposer une sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne le 31 octobre. Ce coup de force a plongé le monde politique de Westminster dans une grande agitation désordonnée. La cour d'appel écossaise a jugé cette décision illégale car ayant « *pour but d'entraver le Parlement* ». Le gouvernement a fait appel et le Premier ministre est accusé d'avoir trompé la reine sur ses intentions...

« Do or die »...

Arrivé au pouvoir en juillet suite à la déroute de Theresa May en promettant le Brexit d'ici le 31 octobre quoi qu'il en coûte, « *do or die* », faire ou mourir, Boris Johnson semble s'être lui-même pris au piège de ses propres calculs et ambitions à s'imposer comme l'homme à poigne. Celui que les manifestants appellent le clown a, en une semaine, perdu six votes d'affilée à la Chambre des communes. Sa motion pour obtenir des élections anticipées a été rejetée. Le texte contre le « no deal » a été adopté et le contraint à solliciter un report du Brexit auprès de l'UE jusqu'à fin janvier 2020 si aucun accord n'est trouvé avec Bruxelles. Ce à quoi il réitère son opposition farouche en vue du prochain Conseil européen, qui se tiendra les 17 et 18 octobre. Un des principaux points de blocage est la

question dite du « Blockstop » qui inclurait après le Brexit l'Irlande du Nord, province britannique, dans une union douanière avec l'Irlande, membre de l'UE, alors que les souverainistes veulent réinstaurer une frontière physique.

Johnson n'est pas en position de force. Il n'a plus de majorité, les bancs conservateurs se sont éclaircis, passant de 316 députés à 286 en cinq semaines. Une nouvelle défection vient s'ajouter aux sept députés qui ont démissionné dont deux ministres, parmi lesquels son propre frère. 21 députés ayant voté contre le gouvernement ont été exclus, une façon brutale de mettre de l'ordre dans les rangs conservateurs. Il est affaibli par la campagne menée à partir d'un document confidentiel, « *Opération Yellowhammer* », que le gouvernement a été contraint de rendre public suite à un vote des députés. Ce très officiel document décrit les conséquences d'un « no-deal », un scénario catastrophe touchant surtout les plus pauvres tant pour l'approvisionnement en eau, nourriture et médicaments, que pour les transports et les frontières, ainsi que la possibilité de « *désordres publics* »...

Indépendance de classe pour le monde du travail

Pris à son propre piège, Johnson bluffe affirmant qu'il trouvera un accord lors du Conseil européen des 17 et 18 octobre et que de toute façon il respectera et fera respec-

ter ce qu'il appelle « *la volonté du peuple* » – le vote en faveur du Brexit, il y a trois ans. Sans doute espère-t-il que le conseil européen lui offrira une porte de sortie soit qu'il y ait un accord sur le « Backstop » soit en lui imposant un compromis qui lui permettrait de sauver la face. Tout en se pliant aux injonctions de l'UE, il maintiendrait ses positions dans la perspective d'élections anticipées. Difficile de savoir jusqu'où Johnson est prêt à passer outre le Parlement, à jouer la crise. En fait, son principal problème est de tenir la dragée haute à l'extrême droite de Nigel Farage, le parti du Brexit, pour pouvoir retourner devant les électeurs avec l'image de celui qui a respecté la volonté populaire.

Il n'est pas exclu qu'au final le pitre soit gagnant tant son opposition est hétérogène et inconsistante et craint plus que lui de nouvelles élections. L'Alliance du « non au no deal », constituée des travaillistes, des libéraux, des indépendantistes écossais, et des « rebelles » conservateurs, est un attelage bien improbable. Corbyn est loin de faire l'unanimité au sein du Labor divisé entre « *Leave* » et « *Remain* », les pro et les anti-Brexit. La politique du parti tra-

vailliste, qui vient de rendre publiques ses mesures dites « radicales » en faveur des travailleurs, n'offre en réalité aucune issue à ces derniers, prisonnier qu'il est lui-même du capitalisme et du jeu institutionnel.

Quoi qu'il en soit, au-delà des luttes de pouvoir et d'ambitions, la logique réactionnaire du Brexit exerce une forte pression à droite sur la vie politique et l'ensemble de la société. Elle nourrit une accentuation de l'offensive contre le monde du travail qui n'a pas plus aujourd'hui que lors du référendum, il y a trois ans, à choisir entre les différentes options qui divisent la bourgeoisie et son personnel politique. Il a besoin de son indépendance politique pour jouer des divisions de ses adversaires, affirmer la seule réponse démocratique et progressiste à la faillite de la bourgeoisie et changer le rapport de force. Il n'a d'autres perspectives que de faire entendre sa voix, défendre ses droits et intérêts, unir ses forces par-delà tous les nationalismes pour déployer une politique de classe, internationaliste, pour une Europe des travailleurs et des peuples.

Yvan Lemaitre